

Un monde sans armes nucléaires : Notre bien commun

Projet de déclaration des parlementaires, des maires et des responsables religieux pour commémorer le 70^{ème} anniversaire du début de l'ère nucléaire et de la création de l'Organisation des Nations Unies.

Depuis les cendres de la Seconde Guerre mondiale, et à la suite des bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, l'Organisation des Nations Unies a été créée avec une vision commune de mettre fin à la guerre et d'éliminer « toutes les armes permettant des destructions massives. »

70 ans plus tard, plus de 16 000 armes nucléaires demeurent dans les arsenaux du monde coûtant 100 milliards \$ par an - des fonds qui pourraient être utilisés à la place pour lutter contre les changements climatiques, éliminer la pauvreté et répondre à d'autres besoins sociaux et économiques.

En tant que parlementaires, maires et responsables religieux, nous nous unissons pour mettre en évidence les risques persistants d'une catastrophe nucléaire - que celle-ci arrive par accident, par erreur de calcul ou par intention - et l'impératif morale et de sécurité à parvenir à l'abolition nucléaire.

Nous réaffirmons la description donnée par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à propos de l'abolition des armes nucléaires, qui est « *un des biens les plus précieux pour tous* ».

D'une certaine manière les maires sont responsables de protéger la sécurité et le bien-être de leurs citoyens comme de promouvoir les valeurs culturelles et de préserver l'environnement et le patrimoine; les parlementaires eux, sont responsables des politiques et des lois nationales pour l'intérêt des générations actuelles et futures ; et les responsables religieux sont responsables de promouvoir les principes moraux communs et le respect du bien-être de toutes les personnes, indépendamment de leur origine ethnique, de leur nationalité ou de leur religion.

Ensemble, maires, parlementaires et responsables religieux, nous soutenons l'intérêt commun de l'abolition des armes nucléaires. Nous rejetons les armes nucléaires, lesquelles menacent notre humanité, sont contraires à nos principes moraux, violent le droit international et entravent la sécurité et le bien-être des générations actuelles et futures.

Nous nous engageons à une action de principe pour promouvoir une sécurité partagée et le bien-être, sur la base profondément ancrée des principes moraux largement partagés, la primauté du droit et un profond engagement pour la résolution pacifique des conflits.

Nous invitons les dirigeants mondiaux à s'engager pour faire progresser l'abolition des armes nucléaires et pour remplacer la dissuasion nucléaire par des approches de sécurité communes à l'égard des conflits. Nous exhortons donc les États à promouvoir une convention sur les armes nucléaires ou une série d'accords qui élimineraient les armes nucléaires.

Nous nous engageons à impliquer nos circonscriptions et à renforcer la coopération entre les responsables religieux, les parlementaires et les maires pour promouvoir cette mission vitale.

Cette déclaration sera adoptée à Hiroshima le 6 Août 2015 et présentée à l'Organisation des Nations Unies le 26 Septembre, Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.